

«L'agriculture biologique a besoin d'un nouvel élan»

Urs Niggli, le directeur de l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL), est convaincu que la Confédération et les Cantons pourraient faire plus et mieux pour encourager l'agriculture biologique en tant que voie qui conviendrait bien à l'agriculture suisse et à ses petites structures. Le FiBL est en train de fortement développer ses activités de recherche et de conseil pour favoriser la modernisation de l'agriculture biologique.

bio actualités: *Le chiffre d'affaires bio a continué d'augmenter ces dernières années. Qu'est-ce qui a permis ce succès et quelles conclusions en tirez-vous?*

Urs Niggli: Le marché bio pesait quelques millions il y a vingt ans, et aujourd'hui il représente un milliard et demi de nos francs. Cette croissance n'a été possible que parce que des grands distributeurs comme la Coop et plus tard la Migros se sont lancés dans le bio. La demande pour des produits dotés d'une plus-value écologique, sociale ou éthique n'est depuis longtemps plus un marché de niche mais représente bientôt 20 pour cent de notre consommation. Au sein de cette tendance, le Bio et le Bourgeon se sont très bien développés respectivement comme principale méthode agricole et comme label principal.

Comment considérez-vous l'image de l'agriculture biologique au sein du secteur agroalimentaire?

Dans les années 70 et 80, le bio était considéré comme démodé et peu novateur. Cela a changé quand certains grands distributeurs et transformateurs ont commencé à s'y intéresser: l'image du bio s'est fortement améliorée autour de 1990. Le bio a de plus en plus été considéré comme un instrument efficace de la politique agricole, et il a aidé à résoudre des problèmes: moins d'engrais azotés, meilleure protection de la fertilité du sol, pas de pollutions environnementales dues aux pesticides. Et pourtant il est de nouveau difficile de motiver de nouveaux agriculteurs à se reconvertir au bio.

Pourquoi?

La production primaire stagne en Suisse, et les paysans amateurs de technologie ont jusqu'ici été très difficiles à convaincre. Les paysans sont un reflet de notre société: on achète chaque année le dernier iPhone – nous sommes fascinés par la technologie. Or l'agriculture biologique

Portrait

Urs Niggli dirige l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL) à Frick AG depuis 1990. Cet ingénieur agronome (spécialisé en production végétale) ensuite promu au rang de docteur s'engage au niveau international pour l'agriculture biologique en tant que membre du Comité de l'IFOAM (Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique) et comme Professeur honoraire à l'université de Kassel, à Witzenhausen en Allemagne. Il a quatre enfants maintenant adultes qui s'engagent tous pour l'agriculture biologique, et il habite à Frick.

n'est pas assez «sexy» de ce point de vue. Nous devons donc maintenant agir pour combler ce retard et, en plus de l'optimisation écologique, forcer le développement technologique et l'innovation – sans pour autant mettre en danger les acquis actuels. Le FiBL est justement en train de développer fortement ses activités de recherche et de conseil dans ce domaine.

Quelles sont les technologies les plus prometteuses?

Il y a des développements dans des domaines comme le pilotage robotisé et assisté par caméra et l'analyse des images et du GPS*, qui nous permettent d'utiliser avec une précision toujours plus grande des machines high-tech pour le désherbage mécanique, le travail du sol et la fertilisation. Il y aura aussi bientôt des capteurs qui mesureront en temps réel les teneurs du sol en éléments nutritifs et en eau lors du travail du sol. Les caractéristiques typiques des produits bio comme la fraîcheur, la naturalité et l'apparence appétissante seraient mieux mises en valeur par des emballages recourant aux nanotechnologies. Mentionnons aussi

* GPS (Global Positioning System): Système satellitaire de détermination de la position et de mesure du temps.

le fait que la biologie moléculaire nous permet aujourd'hui de beaucoup mieux comprendre les mécanismes de sélection sans devoir manipuler génétiquement les plantes et les animaux. Il y a donc de nombreuses pistes pour que l'agriculture biologique puisse profiter des plus récents résultats des recherches scientifiques sans pour autant contrevenir à ses principes de base.

Quels sont à votre avis les progrès scientifiques les plus importants pour l'agriculture biologique?

Par rapport à il y a vingt ans, les progrès sont énormes dans tous les domaines de la production. Nous obtenons des fruits, des légumes, des céréales et des pommes de terre de très bonne qualité, et les paysans bio sont aussi au top pour le lait, la viande et les œufs. Les rendements et la sécurité des rendements sont très bons en Suisse. Ce n'était pas le cas il y a 20 ans. Le progrès s'est cependant fait «à pas de velours» car il ne s'agissait pas de nouvelles technologies mais de l'optimisation de celles qui existaient. Dans le domaine de la santé animale, nous avons fait des progrès en matière de santé des mamelles et de vermifugeage. De nombreux problèmes ne sont cependant pas encore totalement résolus, comme par exemple celui de l'utilisation du cuivre. Nous avons fait des progrès en élargissant fortement l'assortiment variétal et en améliorant certains produits, mais, malgré tous nos efforts, nous n'avons par exemple pas encore réussi à résoudre le problème du méligèthe du colza.

En 2009, une étude de la station de recherches ART a montré que les motifs d'abandon de l'agriculture biologique et les obstacles qui empêchent de s'y lancer sont surtout les fréquentes modifications des directives, d'ailleurs jugées trop strictes, mais aussi des revenus trop bas par rapport au travail supplémentaire. Qu'est-ce qui s'est amélioré depuis?

Démarquer son produit fait justement partie du système bio. Directives plus strictes, exigences plus élevées, plus de travail et augmentation des risques en font partie. De nombreux paysans bio ont aujourd'hui l'impression que les meilleurs produits bruts obtenus en bio ne couvrent plus l'augmentation des coûts. La politique agricole suisse a pourtant des objectifs clairs en matière de biodiversité, de qualité des paysages et de bien-être des animaux. Or ce sont aussi des points importants pour l'agriculture biologique. On peut donc dire que le travail supplémentaire effectué par les producteurs bio sera payant à long terme.

Des conditions pas toujours faciles à appliquer comme la clause de l'alimentation animale 100 % bio suscitent continuellement de nouvelles controverses. Quelle est votre évaluation de la situation actuelle?

Il s'agit en principe de mériter la confiance des consommateurs. On veut être aussi cohérents que possible – les paysans bio

«Il y a de nombreuses pistes pour que l'agriculture bio puisse profiter des plus récentes recherches sans contrevenir à ses principes de base.»

doivent être des modèles. Et c'est juste du point de vue des consommateurs. Jusqu'à quel point veut-on être crédible? À partir de quand étouffe-t-on le bio? Je ne peux pas donner de réponse définitive à ces questions.

L'agriculture biologique est montée en première ligne pour promouvoir la nécessité d'une stratégie de qualité comme perspective pour l'agriculture suisse en cas d'ouverture des marchés. Quelles conditions cadres devraient donc être améliorées?

La Confédération et les Cantons pourraient faire plus en disant clair et net que le bio serait une bonne voie pour l'agriculture suisse et ses petites structures. Cela aurait des conséquences: Agroscope consacrerait à l'agriculture biologique 50 pour cent de ses moyens de recherche et les Cantons 50 pour cent de leurs efforts de vulgarisation. Cela dynamiserait énormément l'innovation – avec des répercussions dans le monde entier. La Suisse deviendrait soudain un modèle à suivre. La recherche agronomique conventionnelle allemande, hollandaise ou française est supérieure à la nôtre dans de nombreux domaines. Le bio permettrait à la Suisse



Photo: Marion Nitsch

Urs Niggli, le directeur du FiBL: «De nombreuses entreprises fonctionnent très bien. Les producteurs et leurs familles se sont réconciliés avec eux-mêmes sur les plans écologiques, économiques et sociaux.»

de se doter d'un nouveau profil international. L'agriculture biologique a un très grand retard à rattraper – nous n'avons par exemple toujours pas de sélection végétale et animale adaptée à nos besoins.

Comment évaluez-vous les possibilités de développement à disposition des producteurs bio pour ces prochaines années?

De nombreuses entreprises fonctionnent très bien. Les producteurs et leurs familles se sont réconciliés avec eux-mêmes sur les plans écologiques, économiques et sociaux, mais on n'entend – comme d'habitude – que rarement parler de ceux qui sont contents. Dans les années nonante, des agropoliticiens m'avaient dit que les agriculteurs qui avaient une attitude positive étaient nombreux lors des réunions de paysans bio alors que, lors des réunions de paysans conventionnels, on passait le plus clair de son temps à se plaindre. Il est cependant clair que le milieu agricole est devenu plus difficile. Les paysans doivent travailler beaucoup plus pour atteindre le même revenu qu'il y a ne serait-ce que cinq ans. On ressent ce stress et cet épuisement chez de nombreux chefs d'exploitations – ça nous interpelle. On n'a donc pas le droit de se contenter d'encenser le bio sans prendre du recul. Et le bio est en cours de globalisation. La Suisse peut importer du bio de partout grâce à son pouvoir d'achat. Bio Suisse a dans ce domaine une énorme responsabilité.

Pensez-vous qu'elle doit réagir?

Si Bio Suisse veut augmenter et assurer la création de valeur ajoutée, elle doit encore

mieux ancrer l'estime que les consommateurs accordent au Bourgeon. Bio Suisse doit aussi progresser dans les négociations de prix avec les grands distributeurs et les transformateurs. Assurance-qualité, octroi du label, politique agricole, relations publiques et développement des directives sont bienvenus, mais les paysans seront cependant mieux soutenus si Bio Suisse négocie intelligemment avec les grands partenaires commerciaux. Il y a ici un énorme potentiel de progression. Coop a par exemple toujours su voir que la collaboration exclusive avec les paysans biologiques suisses est une valeur dont l'image positive rejaillit positivement sur l'ensemble du groupe.

Où voyez-vous pour les prochaines années les plus grandes chances et les plus grands défis pour l'agriculture biologique?

«Le bio permettrait à la Suisse de se doter d'un nouveau profil international.»

En Suisse, c'est la modernisation de l'agriculture biologique qui est à mon avis le plus grand défi. On devrait maintenant susciter un nouvel élan en donnant aux paysans et aux transformateurs de nouveaux outils pour mieux gérer l'agriculture biologique. Le deuxième défi est la politique agricole: le bio pourrait être positionné comme instrument efficace de la protection des sols, de la production d'humus et de la diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Interview: Simon Marti